

Le Grand Entretien avec Pierre Razoux : « Au Moyen-Orient, Donald Trump a partiellement appris de ses erreurs »



lediplomate.media/2025/04/lentretien-pierre-razoux-moyen-orient-trump/roland-lombardi/monde/mena/moyen-orient/

2 avril 2025



Réalisation Le Lab Le Diplo

Historien et spécialiste des conflits contemporains, Pierre Razoux est directeur académique de la [Fondation méditerranéenne d'études stratégiques \(FMES\)](#). Il était auparavant directeur de recherche à l'IRSEM et chercheur au Collège de défense de l'OTAN. Spécialiste des conflits du Moyen-Orient, il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages de référence dont *Tsahal, histoire de l'armée israélienne* (Perrin) et a contribué au documentaire *Daguet, l'opération qui a transformé l'armée française* réalisé par l'ECPAD en 2021.

Il reste l'un des meilleurs analystes français sur le Moyen-Orient et il revient pour *Le Diplôme* sur la situation actuelle dans la région au prisme du retour de Donald Trump dans le Bureau ovale...

Propos recueillis par Roland Lombardi

Le Diplôme : Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, quels changements majeurs observez-vous dans la politique américaine au Moyen-Orient, et en quoi diffèrent-ils de sa première mandature ? S'agit-il d'une politique essentiellement sécuritaire, d'une volonté d'endiguement d'influences rivales (Iran, Russie, Chine) ou d'une démarche plus large de "deal-making" économique ?

Pierre Razoux : La nouvelle administration Trump ne semble se préoccuper que de trois sujets :

- 1) garantir la sécurité d'Israël pour que celui-ci continue d'acheter massivement des armes américaines et que les hommes d'affaires israéliens continuent d'investir massivement aux États-Unis et soutiennent le parti républicain (et non plus démocrate comme dans le passé) ;
- 2) trouver un « grand accord » avec l'Iran pour apparaître comme un « faiseur de deal » qui lui permette d'obtenir le prix Nobel de la Paix et rester dans les livres d'histoire, de manière à stabiliser la région pour que les entreprises américaines puissent investir massivement en Iran ;
- 3) aboutir à une normalisation des relations entre l'Arabie Saoudite et Israël, afin de renforcer les accords d'Abraham qui sont le seul succès dont Donald Trump peut se prévaloir au Moyen-Orient durant son premier mandat. Je dirai donc que les priorités de la nouvelle administration américaine au Moyen-Orient sont d'abord et avant tout l'ego, le business et les affaires, la sécurité et la géopolitique ne venant qu'au second rang.

Donald Trump a partiellement appris de ses erreurs. La première fois, il avait donné de nombreux gages à Benjamin Netanyahu, espérant que cela rehausserait le prestige des États-Unis dans la région et lui apporterait le soutien de la communauté juive aux États-Unis. Il avait appliqué une stratégie de pressions maximales contre l'Iran pour contraindre Téhéran à changer de stratégie, en refusant tout dialogue avec le pouvoir iranien mais en écartant paradoxalement l'option militaire. À l'époque, il pensait enfin pouvoir reprendre la main en Arabie Saoudite et aux Emirats Arabes Unis pour éloigner ses deux monarchies de la Chine et de la Russie et les inciter à normaliser leurs relations avec Israël. Il cherchait surtout à détricoter tout ce qu'avait mis en place son prédécesseur Barack Obama.

Les événements ont montré que Donald Trump s'était trompé sur presque tous les points, sauf sur les accords d'Abraham. Il cherche désormais à promouvoir des « deals », et non plus à les défaire, et il manie à la fois la carotte diplomatique et le bâton militaire, notamment au Yémen qui lui permet de montrer aux Iraniens ce qui pourrait leur arriver s'ils s'évertuaient à refuser une négociation directe que Donald Trump appelle de ses vœux et qu'il dit pour l'instant privilégier.

À lire aussi : [La Syrie : l'envers de la présence iranienne](#)

LD : En Syrie, la situation a évolué avec l'émergence d'une "nouvelle Syrie" sous l'influence de Joulani et la fragmentation progressive du pays. Quels sont, selon vous, les principaux facteurs de cette évolution, quid de l'influence russe et dans quelle mesure le positionnement américain peut-il influencer sur cette recomposition ?

PR : Les États-Unis semblent se désintéresser de la Syrie tant que le nouveau régime ne menace pas directement Israël ou le Liban et n'autorise pas la présence sur son sol d'unités militaires iraniennes. Donald Trump sous-traite le dossier syrien aux Turcs et aux Israéliens, sachant qu'ils ont un intérêt commun à stabiliser ce territoire, à éviter qu'il ne devienne un sanctuaire pour les djihadistes sunnites, et à endiguer à la fois la Russie et l'Iran. Pour autant, l'on peut sérieusement se poser des questions sur l'avenir de la Syrie. De nombreux signes montrent que ce pays pourrait durablement se fragmenter et se transformer en un califat radical ayant un accès direct à la Méditerranée.

LD : Cela fait maintenant plus de quinze mois que le conflit armé entre l'État hébreu, le Hamas et le Hezbollah a commencé. Quel bilan tirez-vous de ces affrontements, à la fois sur le plan militaire et politique pour Israël, et quel pourrait être l'avenir de ces deux mouvements, à Gaza et au Liban ?

PR : Les massacres du 7 octobre 2023 perpétrés par le Hamas et de Djihad islamique au sud d'Israël, appuyés par l'engagement progressif du Hezbollah, des Houthis et des milices chiites en Irak ont constitué un point de rupture dans la société israélienne. Le contrat moral qui liait le peuple à ses gouvernants s'est effondré. L'appareil militaire et sécuritaire assurait jusque-là la préservation de la population civile en échange d'un service militaire très long (3 à 5 ans) risqué pour les combattants, de longues périodes de réserves obligatoires (1 à 2 mois par an pendant une vingtaine d'années) et de dépenses très élevées dans le domaine de la défense. Le 7 octobre, les Israéliens ont compris que tous ces sacrifices volontairement consentis ne préservaient plus la population civile qui n'étaient plus sanctuarisés ; c'était jusque-là le sens du principe « porter la guerre sur le territoire ennemi ». Les Israéliens ont également compris qu'ils seraient toujours la cible de tous ceux qui rêvaient d'éliminer l'entité israélienne en tant qu'Etat, que leur présence au Moyen-Orient serait toujours contestée par une opinion publique arabe profondément propalestinienne, cette cause de substitution leur permettant de focaliser leurs frustrations morales et politiques bridées par leurs dirigeants. Ils ont surtout compris que la stratégie de statu quo (« gérer le conflit au lieu de le régler ») que leur vendaient depuis deux décennies leurs dirigeants de plus en plus populistes les avaient conduits dans le mur. Les Israéliens ont enfin constaté que les élites occidentales et américaines, jusque-là globalement favorables à Israël, leur tournent désormais le dos sous les coups de butoir du wokisme, tout particulièrement dans l'université, lieu où s'éduquent les générations futures.

La société israélienne s'est perçue dès lors comme faisant face à une menace existentielle sur tous les fronts, anesthésiant son sens moral et son ADN religieux et philosophique, pour privilégier des réflexes de survie qui l'ont poussé à surréagir et à vouloir éradiquer ses adversaires. Les frappes iraniennes sur le territoire israélien, même si elles ont été très largement interceptées, n'ont fait qu'accroître le sentiment d'urgence de restaurer la stratégie dissuasive d'Israël à l'égard de tous ses adversaires. Cette révolution mentale s'est faite en parallèle d'une méfiance accrue d'une partie de la population israélienne qui conteste la dérive autocratique de Benjamin Netanyahu et de sa coalition d'extrême-droite à l'agenda idéologique fondamentalement déstabilisant. Ce clivage exacerbé ne va pas s'atténuer entre une minorité de la population privilégiant la libération des otages, et une majorité prête à les sacrifier pour expulser un maximum de palestiniens, afin d'annexer davantage de territoires.

Quel bilan tirer des opérations ? Force est de constater que le Hamas et le Djihad islamique ont été considérablement affaiblis dans la bande de Gaza – mais aussi préventivement en Cisjordanie – et que leur capacité de frappe dans la profondeur du territoire israélien a été quasiment annihilée. Même constat contre le Hezbollah au Liban. Les milices chiites en Syrie ont été affaiblies par les coups de butoir de l'aviation israélienne, puis annihilées par HTC après la chute du régime de Bachar el-Assad, le 8 décembre dernier. Les Houthis ont été affaiblis par les frappes israéliennes et américaines, même s'ils conservent la capacité à tirer ponctuellement quelques missiles balistiques contre Israël. Depuis les frappes massives déclenchées contre eux par Donald Trump, ils ne représentent plus une menace significative pour Israël. L'« Axe de la résistance » forgé par l'Iran depuis trois décennies n'existe donc presque plus, à part l'Iran et les milices chiites irakiennes qui sont désormais dans le collimateur de l'aviation et des forces spéciales israéliennes. Ce constat incite Téhéran à vouloir négocier avec la nouvelle administration américaine, profitant de la volonté affichée par la Maison Blanche de conclure des « deals » ; de même qu'il incite Israël à profiter de cette fenêtre d'opportunité pour porter l'estocade au régime iranien.

Revenons aux territoires palestiniens. A Gaza, les Israéliens ont compris qu'ils avaient battu le Hamas mais qu'ils ne parviendraient pas à le déraciner de son fief, à moins de transformer la bande de Gaza en un champ de ruines pour convaincre la population de quitter d'elle-même ce territoire devenu invivable. En attendant, l'armée israélienne segmente la bande de Gaza pour empêcher les mouvements des unités militaires du Hamas en train de se reconstituer, tout en grignotant le nord Gaza pour prendre le contrôle des positions à partir desquelles la milice islamiste pourrait viser les kibboutz et les villages israéliens avec des roquettes et des obus de mortier. La stratégie israélienne consiste, je suppose, à préparer une absorption progressive de la moitié nord de Gaza à Israël. La bande de Gaza étant durablement en ruines et ne faisant pas partie du « Grand Israël biblique », les colons israéliens ne se précipiteront probablement pas pour s'y implanter.

En Cisjordanie, c'est différent. Il ne s'agit plus de tactique, mais d'idéologie et de politique. Pour prolonger sa survie politique, le premier ministre israélien a besoin de donner des gages à son extrême-droite religieuse hypernationaliste qui rêve d'annexer la « Judée » et la « Samarie ». L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche constitue pour lui une occasion en or, d'autant plus que le nouveau président américain se désintéresse manifestement du dossier palestinien, depuis qu'il a compris qu'il lui serait très compliqué d'imposer un accord à l'ensemble des protagonistes impliqués : Autorité Palestinienne, Hamas, Israël, Jordanie, Egypte, Qatar, Turquie, Arabie Saoudite. Par dépit et parce qu'il considère ce dossier moins important par rapport à celui de la négociation avec l'Iran et la Russie, il semble qu'il ait donné un feu vert tacite à Benjamin Netanyahu pour annexer les territoires palestiniens, lorsque ce sera « le bon moment » dans l'agenda américain. Une telle annexion fragiliserait énormément la Jordanie voisine, qui verrait ainsi la part des Palestiniens grimper à plus de 80 % d'un royaume déjà très fragile sur les plans socio-économiques et politiques.

À lire aussi : [La France au Moyen-Orient : des serrages de mains, des lapalissades et des communiqués](#)

LD : La politique américaine envers l'Iran ; comment évaluez-vous aujourd'hui la stratégie de Trump vis-à-vis de Téhéran ? Peut-elle aboutir à une désescalade ou, au contraire, risque-t-elle de renforcer les tensions (notamment avec les Houthis dans la péninsule Arabique) ?

PR : Quoi que l'on pense de la personnalité de Donald Trump, c'est un animal politique qui comprend parfaitement les attentes du peuple américain – raison pour laquelle il a été élu à deux reprises. Il sait qu'une nouvelle guerre au Moyen-Orient impliquant massivement les États-Unis serait très impopulaire et lui serait reprochée, même par ceux qui ont voté pour lui. Il sait aussi que la guerre est mauvaise pour le business (à l'exception du complexe militaro-industriel qui ne constitue pas le socle de son soutien économique) et tout particulièrement pour le sien, celui de l'immobilier. Mais Donald Trump est un joueur de poker. Il sait qu'il faut bluffer et paraître parfois fou pour empocher la mise. Donc, même s'il est fondamentalement pacifiste, il adopte un ton guerrier pour impressionner ses interlocuteurs et il renverse la table lorsque cela lui paraît utile. C'est ce qu'il a fait face à Poutine et Zelenski en Ukraine, et c'est exactement ce qu'il fait en ce moment avec le régime iranien. D'un côté, il lui montre qu'il a compris les codes en écrivant directement au Guide suprême et en lui proposant une négociation globale (ce que les Iraniens attendent depuis des décennies), mais d'un autre côté, il met son pistolet sur la table et accroît la mise de base en tentant de terroriser les autres joueurs. Mais au fond, Donald Trump sait que s'il attaquait vraiment l'Iran, les Iraniens auraient les moyens de riposter sur de nombreuses bases américaines dans la région, tuant de nombreux soldats et montrant par là-même aux pays qui les accueillent qu'ils sont eux aussi très vulnérables aux frappes de représailles iraniennes.

Le principal danger, c'est que Donald Trump se sente coincé et humilié puisque le régime iranien refuse pour l'instant de négocier directement avec lui, bien que celui-ci ait accepté le principe de négociations indirectes via Oman. Le président américain pourrait alors surréagir, y compris militairement, pour montrer sa mauvaise humeur et rappeler à la cantonade ce qu'il en coûte de refuser ses conditions, car la lettre qu'il a envoyée à Ali Khamenei n'est rien d'autre au fond qu'un ultimatum. Tout dépendra alors de l'influence du Pentagone et d'Israël sur sa décision et des rapports de force entre la Maison Blanche, le Pentagone et la CIA. Si les maximalistes l'emportaient, les États-Unis pourraient se joindre à Israël pour lancer des frappes massives visant à détruire le programme nucléaire et faire tomber le régime iranien. Si les pragmatiques prévalaient, il est probable que Donald Trump se contente de frappes de signalement stratégique, par exemple sur les îlots bunkérisés contrôlés par l'Iran dans le Golfe Persique (petite et grande Tunb, Abou Moussa, Larak, Farsi, Qeshm). Cette seconde option présenterait l'avantage de ne pas franchir la ligne rouge de Téhéran consistant à attaquer le cœur de l'Iran en visant soit le programme nucléaire, soit le régime. Dans cette hypothèse, les frappes ne surgiraient pas des bases américaines du Qatar, de Koweït, des EAU et d'Oman pour prémunir ces monarchies de violentes représailles, mais elles pourraient survenir depuis la mer – raison pour laquelle la Maison Blanche a annoncé

l'envoi d'un second groupe aéronaval au Moyen-Orient – et l'Europe, mais surtout depuis l'archipel de Diego Garcia dans l'océan Indien. Les Iraniens semblent bien avoir intégré ces paramètres, puisqu'ils ont annoncé qu'en cas de frappes américaines, ils pourraient riposter sur la base américaine de Diego Garcia, de même que sur les bases américaines en Irak et à Bahreïn.

LD : Enfin, quels seraient pour vous les scénarios envisageables dans les prochains mois quant à l'évolution des rapports de force régionaux, et comment les acteurs européens – qu'il s'agisse de la France ou de l'Union européenne – pourraient-ils réagir dans ce contexte dominé par la Realpolitik américaine ?

PR : Les deux grands vainqueurs géopolitiques des recompositions à l'œuvre au Moyen-Orient me semblent être pour l'instant Israël et la Turquie de R. T. Erdogan. Le Kremlin était bien positionné jusqu'à l'effondrement de la Syrie de Bachar el-Assad le 8 décembre dernier ; la Russie essaie désormais de limiter les dégâts et de revenir dans le jeu. La Chine était également très bien positionnée jusqu'au 7 octobre 2023, mais les conséquences de cette nouvelle guerre ont changé la donne. Les dirigeants de la région ont pu constater que la Chine n'était pas (encore) prête à s'engager militairement dans la région, alors que politiquement et économiquement, elle reste très bien placée. L'Inde effectue une percée notable au Moyen-Orient, d'autant plus que Narendra Modi est perçu comme un modèle de multi-alignement pragmatique, qui n'apparaît pas de surcroît comme « donneur de leçons » et qui a des capitaux à investir dans cette région cruciale pour son approvisionnement énergétique. Les États-Unis restent toujours très présents et chacun constate qu'ils restent le gendarme de la région, prêt à manier le bâton quand cela s'avère nécessaire. Il convient donc de ne pas les écarter même s'ils privilégient la zone indopacifique, car ils peuvent revenir très rapidement dans le jeu pour évincer ou affaiblir leurs concurrents stratégiques. L'Union européenne reste pour l'instant tétanisée par le front ukrainien et par le Kremlin ; elle pourrait pourtant pousser ses pions en Syrie où les cartes ont été rebattues, en Irak, en Egypte, au Liban et auprès de certaines monarchies du Golfe qui ne font plus confiance à la garantie de sécurité américaine, notamment les EAU. La France semble l'avoir compris, mais il n'est pas sûr qu'elle en fasse une priorité, compte-tenu des défis multiples qui s'amoncellent et qu'elle va devoir traiter les uns après les autres.

À lire aussi : [Guerre au Proche-Orient – La loi du Talion](#)

#MoyenOrient, #Géopolitique, #DonaldTrump, #Israel, #Iran, #Syrie, #Hezbollah, #Hamas, #FMES, #PierreRazoux, #Trump2025, #AccordsDAbraham, #GuerreIsrael, #ArméeIsraélienne, #Tsahal, #Yemen, #ArabieSaoudite, #NormalisationIsrael, #PolitiqueAméricaine, #Diplomatie, #OTAN, #TrumpIran, #TrumpMoyenOrient, #TrumpDeal, #TrumpIsrael, #GeopolitiqueIsrael, #StratégieUS, #RetourTrump, #ConflitGaza, #GuerreIran, #TrumpNobel, #PaixMoyenOrient, #Realpolitik, #EuropeEtMoyenOrient, #FranceIran, #TrumpNetanyahu, #Gaza2025, #AnalyseConflit, #InterviewRazoux, #LeDiplomate, #StratégieIsraélienne



[Roland Lombardi](#)

Roland Lombardi est docteur en Histoire, géopolitologue, spécialiste du Moyen-Orient et des questions de sécurité et de défense. Fondateur et directeur de la publication du Diplomate.

Il est chargé de cours au DEMO – Département des Études du Moyen-Orient – d'Aix Marseille Université et enseigne la géopolitique à Excelsia Business School de La Rochelle.

Il est régulièrement sollicité par les médias du monde arabe. Il est également chroniqueur international pour [ALain](#). Il est l'auteur de nombreux articles académiques de référence notamment : « *Israël et la nouvelle donne géopolitique au Moyen-Orient : quelles nouvelles menaces et quelles perspectives ?* » in Enjeux géostratégiques au Moyen-Orient, Études Internationales, HEI – Université de Laval (Canada), VOLUME XLVII, Nos 2-3, Avril 2017, « *Crise du Qatar : et si les véritables raisons étaient ailleurs ?* », Les Cahiers de l'Orient, vol. 128, no. 4, 2017, « *L'Égypte de Sissi : recul ou reconquête régionale ?* » (p.158), in La Méditerranée stratégique – Laboratoire de la mondialisation, Revue de la Défense Nationale, Été 2019, n°822 sous la direction de Pascal Ausseur et Pierre Razoux, « *Ambitions égyptiennes et israéliennes en Méditerranée orientale* », Revue Conflits, N° 31, janvier-février 2021 et « *Les errances de la politique de la France en Libye* », Confluences Méditerranée, vol. 118, no. 3, 2021, pp. 89-104. Il est l'auteur d'*Israël au secours de l'Algérie française, l'État hébreu et la guerre d'Algérie : 1954-1962* (Éditions Prolégomènes, 2009, réédité en 2015, 146 p.). Co-auteur de *La guerre d'Algérie revisitée. Nouvelles générations, nouveaux regards*. Sous la direction d'Aïssa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quemeneur, aux éditions Karthala, Février 2015, *Gaz naturel, la nouvelle donne*, Frédéric Encel (dir.), Paris, PUF, Février 2016, *Grands reporters, au cœur des conflits*, avec Emmanuel Razavi, Bold, 2021 et *La géopolitique au défi de l'islamisme*, Éric Denécé et Alexandre Del Valle (dir.), Ellipses, Février 2022. Il a dirigé, pour la revue Orient Stratégiques, l'ouvrage collectif : *Le Golfe persique, Nœud gordien d'une zone en conflictualité permanente*, aux éditions L'Harmattan, janvier 2020.

Ses derniers ouvrages : *Les Trente Honteuses, la fin de l'influence française dans le monde arabo-musulman* (VA Éditions, Janvier 2020) – Préface d'Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement et de sécurité de la DGSE, *Poutine d'Arabie* (VA Éditions, 2020), *Sommes-nous arrivés à la fin de l'histoire ?* (VA Éditions, 2021), *Abdel Fatah al-Sissi, le Bonaparte égyptien ?* (VA Éditions, 2023).